



Dans le contexte actuel COVID de confinement et de couvre-feu à 20h00, à 18h00, **les représentants FO préfetures et des services du ministère de l'Intérieur** sont intervenus au CHSCT spécial des préfetures ce 21 janvier 2021 et tirent la sonnette d'alarme sur de nombreuses préoccupations des agents !



COMMUNICATION SUR LES MASQUES TISSUS DISTRIBUÉS AUX AGENTS DU MI:

Lors de cette instance, l'Administration garantit des masques de catégorie 1 correspondant aux recommandations de la Haute Autorité de Santé dans le contexte actuel de mutation du virus...

Selon l'administration, **le télétravail** doit être un outil de prévention pendant la crise sanitaire !

FO demande un réel **équilibre** du télétravail **entre ceux qui ont trop de jours en télétravail et ceux qui n'en n'ont pas du tout** malgré leur(s) demande(s). Ainsi, **FO réclame un bilan précis sur les matériels Noémi qui devaient être livrés début d'année 2021.**

Réponse : Des postes sont actuellement arrivés, commencent à être distribués et d'autres sont en attente d'affectation dans les préfetures en fonction des effectifs...



GESTION COVID ET MANQUE D'ANTICIPATION : FO dénonce les difficultés rencontrées dans la majorité des SGC

Une alerte particulière a été émise sur certains services, notamment les SIDPC, en première ligne depuis le début de la crise, ou encore les SIDSIC, les services RH et la logistique au sein même des SGC !

Le programme annuel de prévention des risques 2021-23 prévoit le **baromètre social** au 2^{ème} semestre 2021 : **FO estime que c'est trop tard et demande une consultation immédiate auprès des services !**

Et en plus, toujours pas de retour d'expérience à la suite de l'enquête DMAT effectuée auprès des agents au retour du 1^{er} confinement !!!

FO soulève à **nouveau** l'urgence à mettre en œuvre la circulaire sur les temps de missions des **conseillers et assistants de prévention**, qui sont aussi référents COVID et l'actualisation des documents uniques (DU) dans les services du MI !



Pour l'expérimentation dans certains départements des **télécabines**, FO estime que le bilan est mitigé. Si FO reconnaît que c'est mieux que rien, dans les départements démunis de médecins, globalement c'est une déshumanisation des soins médicaux et cela ne remplace pas le contact !

Autre sujet évoqué : l'informatisation des dossiers médicaux et sociaux pour lesquels il y a un risque de détournement des données confidentielles : **FO réclame une communication nationale et un avis de la CNIL ainsi que du référent RGPD .**



Et la qualité de vie au travail du réseau social (service social, ISST et médecine du travail) ?! Les chiffres montrent une dégradation des conditions de travail notamment au niveau du réseau social qui doit pourtant être en soutien des agents ; c'est préoccupant et inquiétant, les personnes souffrent ! Une consultation collective reste à venir.

FO alerte, réclame un bilan de ces consultations et surtout des actions !